|  |  |
| --- | --- |
| *A Mesdames et Messieurs les Président et*  *Conseillers du Tribunal Administratif de Paris*  **RECOURS EN EXCÈS DE POUVOIR**  **\*\*\***  **RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX**  **POUR :**  **M - Mme X**, née le jjmmaaaa à Ville (Italie), de nationalité italienne  **Ayant pour avocat :**  **Me Prénom Nom**  **Avocat au barreau de Paris**  **Toque n° xxxxx**  Cabinet d’avocat auprès duquel il est élu domicile dans le cadre de la présente procédure.  **CONTRE :**  **L’arrêté ministériel d’interdiction d'entrée et de séjour sur le territoire français pris à l’encontre de M - Mme X en date du 15 juin 2023, notifié le 16 juin 2023 à 22h50 ;**  **&**  **La décision de refus d’entrée sur le territoire français non-notifiée dont M – Mme X a fait l’objet le 16 juin 2023.**  **OBJET DE LA DEMANDE**  **I- FAITS ET PROCEDURE**  M - Mme X est un/e ressortissant/e italien/ne née le jjmmaaaa.  Alors qu’elle se rendait en France par moyen véhiculé le 16 juin 2023, elle a fait l’objet d’un contrôle par les forces de l’ordre à la frontière française.  Il/Elle s’est vue refuser l’entrée sur le territoire français sans notification formelle et seul un arrêté ministériel d’interdiction administrative prenant fin le 22 juin 2023 inclus lui a été remis.  **Production n°1** : arrêté ministériel d’interdiction d’entrée et de séjour sur le territoire français pris à l’encontre de M - Mme X notifié le 16 juin 2023 à 22h50  Plusieurs personnes dont M - Mme X ont été amenées dans les locaux de la police aux frontières de Modane.  Leurs documents d’identité leur ont été rendus le 17 juin aux alentours d’01h00.  La police aux frontières a alors procédé à son refoulement du territoire français vers l’Italie.  A aucun moment M - Mme X n’a été informée ou ne s’est vu notifier une décision de refus d’entrée ou d’expulsion du territoire français.  M - Mme X avait pour projet de participer à un rassemblement, permettant notamment la tenue de débats, suivis d’une manifestation exprimant l’opposition de plus d’une dizaine de partis politiques et associations à la construction de la ligne Lyon-Turin, les 16, 17 juin et 18 juin 2023 sur le territoire de la commune de La  Chapelle.  L’arrêté ministériel d’interdiction administrative du territoire français qui lui a été notifié est motivé en des termes plus que surprenants.  En substance il est indiqué « *qu’une manifestation intitulée ‘Soulèvements de la Terre – Tunnel Lyon/Turin*’ *sera organisée les 17 et 18 juin 2023 en Savoie contre le projet de construction d’une ligne ferroviaire à grande vitesse entre la France et l’Italie ; que la manifestation se présente comme un week-end de contestation inscrit dans un contexte d’opposition locale ancienne à l’encontre d’un projet de construction d’une ligne à grande vitesse reliant Lyon à Turin […] que cette manifestation a pour objectif d’impulser un mouvement de résistance, notamment par le biais d’actions de blocages et d’occupation des terres, afin d’établir un rapport de force à la croisée d’enjeux écologiques, sociaux et paysans* ».  Le ministère de l’Intérieur prétend que ce mouvement local, seul organisateur de la manifestation, serait appuyé par « *le collectif écologiste radical Les Soulèvements de la Terre, connu pour considérer la violence comme une nécessité pour faire avancer la cause* ». Il cite notamment une manifestation à Sainte-Soline (79) à l’initiative d’un autre collectif, Bassines Non Merci et ayant « *mobilisé la mouvance antifasciste européenne, en particulier italienne, qui s’est montrée particulièrement virulente* ».  Sur la base de ces éléments, le ministère de l’Intérieur en vient à considérer que « *sa présence sur le territoire national constituerait, en raison de son comportement personnel, du point de vue de l’ordre ou de la sécurité publique, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société* ». Aucune explication n’est développée quant au « *comportement personnel* » du requérant qui justifierait cette interdiction administrative du territoire français – **production n° 1.**  Il est utile de relever que l'interdiction administrative du territoire a été créée par la loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme, qui vise à empêcher l'entrée sur le territoire français de personnes à l'encontre desquelles il existerait des **informations crédibles** permettant de croire qu’il existe des **motifs raisonnables** selon lesquels l'intéressé chercherait à entrer sur le territoire français dans un but terroriste.  Le terme « terrorisme » est très largement utilisé depuis le début du XXIème siècle pour désigner des attaques armées et aveugles contre la population visant à semer la terreur à des fins politiques. C’est uniquement dans ce sens qu’il sera utilisé ici.  Il est contesté avec la plus ferme vigueur que la requérante puisse être mêlée de près ou de loin  à des actes de terrorisme, et le recours par le ministère de l'Intérieur à ces dispositions dérogatoires de droit commun est parfaitement incompréhensible.  M - Mme X sollicite l’annulation de l’arrêté ministériel d’interdiction d'entrée et de séjour sur le territoire français et la décision de refus d’entrée non notifiée d’une part et l’indemnisation de son préjudice moral causé par les décisions susmentionnées d’autre part, pour les motifs de fait et de droit ci-après exposé.  **II- DISCUSSION**  **A) SUR L’INTERDICTION ADMINISTRATIVE DU TERRITOIRE FRANÇAIS**  **1) SUR LA LÉGALITÉ EXTERNE**  • **Sur le défaut de signature et l’incompétence du signataire de l’acte**  L’article L. 212-1 du code des relations entre le public et l’administration dispose :  « *Toute décision prise par une administration comporte la signature de son auteur ainsi que la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci.*  *Toutefois, les décisions fondées sur des motifs en lien avec la prévention d’actes de terrorisme sont prises dans des conditions qui préservent l’anonymat de leur signataire.*  *Seule une ampliation de cette décision peut être notifiée à la personne concernée ou communiquée à des tiers, l’original signé, qui seul fait apparaître les nom, prénom et qualité du signataire, étant conservé par l’administration.* »  Le respect de ces formalités constitue une condition de la légalité formelle de l’acte, leur non-respect étant susceptible d’entraîner l’annulation de l’acte pour violation d’une formalité substantielle (CE, 25 juillet 2001, *Oukal*, n° 228392). En effet, l’expression du consentement de l’auteur permet de distinguer l’acte véritable du simple projet d’acte, et traduit l’existence d’une véritable norme (CE, 25 nov. 1931, *Barthélemy*).  A ce titre, la signature marque l'achèvement du processus d’élaboration d’un acte et permet de vérifier que la décision a été effectivement adoptée par le signataire (CE, 27 janv. 1956,  *Boniface*; CE, sect., 22 mars 1963, *min. anciens combattants c/ Fringhian*; CE, 27 janv. 1995, *Assoc. Île-de-France Environnement*).  Le Conseil d’État juge ainsi qu’en l’absence de signature, l’acte n’existe pas juridiquement et ne peut produire d’effet de droit (CE, 26 janv. 1951, *Galy*: S. 1951, 3, p. 52, concl. R. Odent).  La Cour administrative d’appel de Douai a pu juger en ce sens qu’un arrêté non signé et dont l’original ne peut être produit « *doit être considéré comme dépourvu de signature, et est, par suite, nul et de nul effet* » (CAA Douai, 22 sept. 2005, *Ministre de l’Écologie et du*  *Développement durable*, n°04DA00456).  Le régime dérogatoire à l’obligation d’identification du signataire d’un acte administratif prévue à l’alinéa 2 de l’article précité est circonscrit de manière claire aux seules « *décisions fondées sur des motifs en lien avec la prévention d’actes de terrorisme* ».  En l’absence de la possibilité par la requérante de contrôler la compétence de l’agent signataire, et donc la légalité externe de l’acte lui-même, le contrôle de l’original nécessairement conservé par l’administration revient à la formation de jugement, sur le fondement de l’article L. 773- du code de la justice administrative.  **En l’espèce**, l’arrêté d’interdiction administrative du territoire français est dépourvu de toute signature du ministre ou de l’un de ses délégataires.  De plus, aucun élément de l’arrêté ministériel ne vient justifier une quelconque dérogation à l’obligation de signature qui serait fondée sur l’alinéa 2 de l’article L.212-1 du CRPA. L’arrêté d’interdiction administrative du territoire français n’est à l’évidence pas fondé sur « *des motifs en lien avec la prévention d’actes de terrorism*e ». En tout état de cause, rien ne permettrait de penser que M – Mme X aurait le moindre lien avec une entreprise terroriste.  Partant, en l’absence de justification dérogatoire, le défaut de signature de l’arrêté notifié à M – Mme X entraîne la réputation de la non-existence de l’acte.  A titre subsidiaire, le cas échéant, il est demandé au tribunal de céans de bien vouloir contrôler la compétence de l’autorité signataire au regard de l’acte original et d’en tirer toutes les conséquences en cas de non-respect des obligations prévues par l’alinéa 1er dudit article.  • **Sur l’insuffisance de motivation de l’interdiction administrative du territoire et le défaut d’examen sérieux**  L’article L.321-2 du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile dispose :  *« L’interdiction administrative du territoire fait l’objet d’une décision écrite rendue après une procédure non contradictoire. Elle est motivée, à moins que des considérations relevant de la sûreté de l’État ne s’y opposent. »*  L’article L. 211-2 du code des relations entre le public et l’administration dispose :  “*Les personnes physiques ou morales ont le droit d’être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent.*  *A cet effet, doivent être motivées les décisions qui : 1° Restreignent l’exercice des libertés publiques ou, de manière générale, constituent une mesure de police ;”*  A ce titre, le Conseil d’Etat considère qu’il est nécessaire pour l’administration de préciser les éléments de fait et de droit qui fondent la décision contestée.  Une simple formule neutre et générale ne satisfait donc pas à l’obligation de motivation de l’administration et pourra par conséquent être également sanctionnée par le juge administratif (CE, 24 juillet 1981, n°31488, M – Mme Belasri ; Conseil d’Etat, 29 avril 1998, n° 141311).  Ainsi, une motivation stéréotypée, qui ne prend pas en compte les éléments propres à la situation de l’administré, ou qui reproduit des dispositions légales, n’est pas suffisante pour répondre à l’obligation de motivation des décisions administratives individuelles défavorables.  Le Ministère de l’Intérieur invoque à l’encontre M – Mme X, un « *comportement personnel, du point de vue de l’ordre ou de la sécurité public* » qui constituerait « *une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société* », sans détailler plus avant ledit comportement.  A l’évidence, l’évocation d’un comportement personnel sans plus de précision ne constitue pas une motivation suffisante au regard de l’article L.321-2 du CESEDA et de l’article L. 211-2 du code des relations entre le public et l’administration pour opposer une interdiction administrative du territoire.  Les circonstances quant à la tenue d’une manifestation locale d’opposition à un projet ferroviaire sont inopérantes à caractériser le moindre comportement personnel opposable à M – Mme X et ne constituent pas une motivation suffisante.  Le tribunal ne manquera pas de sanctionner l’insuffisance de motivation de la décision qui a été opposée au requérant, rien ne permettant d’établir, à la lecture de la décision contestée, que le comportement personnel de l’intéressé puisse constituer une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société.  **2) SUR LA LÉGALITÉ INTERNE**  Il conviendra d’annuler les décisions attaquées d’interdiction administrative du territoire français sur les fondements d’un défaut d’examen complet, personnalisé et sérieux de la situation du requérant, ainsi qu’en raison de différentes erreurs manifestes d’appréciation des articles L.321-1 et suivants du CESEDA, d’erreurs de fait et de droit, et le défaut de base légale de l’arrêté de fixation du pays de renvoi.  • **Sur l’erreur de fait**  La requérante, qui ne dispose pas de la moindre information sur les motivations du ministère de l’Intérieur à prendre une décision d’interdiction d’entrée et de séjour sur le territoire français, ne peut que se borner à dénoncer le défaut d’examen sérieux de sa situation, rien ne permettant de comprendre en quoi il a pu faire l’objet de cette décision.  M – Mme X est un/e citoyen/ne italien/ne et bénéficie à ce titre de l’exercice de la liberté de circulation dans l’Union européenne.  Rien dans sa situation ne permet de considérer sérieusement qu’un quelconque comportement de sa part constituerait menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société.  C’est donc en raison d’un défaut d’examen sérieux ou d’une erreur de fait particulièrement criante que le ministère de l’Intérieur a pris cette mesure drastique à l’encontre de M – Mme X, qui devra par conséquent être annulée.  • **Sur l’erreur de droit et l’erreur manifeste d’appréciation**  L’article 27 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil relative au droit des citoyens de l’Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres prévoit :  *“1. Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les États membres peuvent restreindre la liberté de circulation et de séjour d’un citoyen de l’Union ou d’un membre de sa famille, quelle que soit sa nationalité, pour des raisons d’ordre public, de sécurité publique ou de santé publique. Ces raisons ne peuvent être invoquées à des fins économiques.*  *2.Les mesures d’ordre public ou de sécurité publique doivent respecter le principe de proportionnalité et être fondées exclusivement sur le comportement personnel de l’individu concerné. L’existence de condamnations pénales antérieures ne peut à elle seule motiver de telles mesures.*  ***Le comportement de la personne concernée doit représenter une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société. Des justifications non directement liées au cas individuel concerné ou tenant à des raisons de prévention générale ne peuvent être retenues.”***  La motivation devrait donc, en principe, faire ressortir les éléments de la situation personnelle et familiale de l’intéressé pour permettre de vérifier si, conformément à l’article 27 de la directive du 29 avril 2004, la mesure restreignant sa liberté de circulation et de séjour respecte le principe de proportionnalité.  La CJUE rappelle que les mesures restreignant la liberté de circulation et le droit au séjour doivent être :  - proportionnées aux objectifs que l’État membre souhaite atteindre. Il y a donc lieu de tenir compte du respect des droits fondamentaux protégés par la Cour, tels que la protection de la vie familiale (CJCE, 25 juill. 2002, n°C-459/99, *MRAX c/ France*), et - fondées exclusivement sur le comportement personnel de l’individu concerné (CJCE, 8  avr. 1976, n°48/75, *Royer*; CJCE, 27 oct. 1977, n°30/77, *Régina c/ Bouchereau*; CJCE,  28 oct. 1975, n°36/75, *Rutili*; CJCE, 29 avr. 2004, n°C-482/01, *Orfanopoulos et a.*)  C’est dans le stricte cadre de cette directive que s’inscrit le régime légal des interdictions administratives du territoire.  L’article L. 222-1 du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile (CESEDA) prévoit qu’un citoyen de l’Union européenne, ou un membre de sa famille « *peut, dès lors qu’il ne réside pas habituellement en France et ne se trouve pas sur le territoire national, faire l’objet de la décision d’interdiction administrative du territoire prévue à l’article L. 321-1 lorsque sa présence en France constituerait,* ***en raison de son comportement personnel****, du point de vue de l’ordre ou de la sécurité publics,* ***une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société*** ».  Le CESEDA n’exige donc pas une simple menace, mais une « menace suffisamment grave », dirigée contre un intérêt fondamental de la société.  Le Conseil d’État apprécie la notion de menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société à l’aune de la directive précitée (CE, ch. Réunies, 27 mai 2019, n° 417711).  Il sera rappelé que l’actuel article L. 222-1 du CESEDA est issu de la loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme.  Les travaux parlementaires indiquent :  *« L’interdiction administrative du territoire, prise sous le contrôle du juge, devra reposer sur des éléments suffisamment graves et solides, précis et circonstanciés permettant d’établir que la présence en France de l’étranger représenterait une menace grave pour l’ordre et la sécurité publics. Elle devra être proportionnée au but poursuivi. L’atteinte portée aux droits de l’étranger concerné sera en tout état de cause limitée s’agissant d’étrangers qui n’ont pas d’attache particulière avec la France. Il pourra en demander la levée et les motifs de la mesure seront réexaminés tous les cinq ans afin de s’assurer de l’actualité de la menace.*  *Cet amendement s’inscrit également dans la continuité de la résolution n°2178 du 24 septembre 2014 du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur les combattants terroristes étrangers. »*  Ces développements éclairent le niveau de gravité que doit revêtir la menace afin de pouvoir justifier une telle restriction aux libertés.  **En l’espèce,**  Il sera dans un premier temps relevé que la présence en France de M – Mme X ne constituait pas la moindre menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société.  **Bien au contraire, son intérêt pour le débat au sujet d’un projet ferroviaire d’ampleur et sa volonté d’exprimer son opinion en participant à une manifestation contribue à la protection d’un intérêt fondamental de la société.**  **En effet, le comportement personnel de l’intéressé vise à l’exercice de libertés fondamentales et indispensables dans une société démocratique : liberté de se réunir, d’avoir une opinion politique, de l’exprimer au sein d’une assemblée, mais aussi par la participation à une manifestation publique.**  Son « *comportement personnel* », nullement précisé par le ministère de l’Intérieur, n’est ainsi en rien susceptible de caractériser une telle menace.  Pour justifier cette décision, le ministère de l’Intérieur procède par rapprochements d’éléments en réalités dénués de liens les uns avec les autres, et dont l’appréciation est par ailleurs erronée :  Il est ainsi premièrement fait état de ce que « *le collectif écologiste radical Les Soulèvements de la Terre, connu pour considérer la violence comme une nécessité pour faire avancer la cause »* se serait engagé au côté du collectif « *Bassines Non Merci* » « *dans le cadre des manifestations ayant eu lieu à Sainte-Soline* », il est deuxièmement fait état de ce que « *la mouvance antifasciste européenne, en particulier italienne* » aurait été à l’origine de violences et de dégradations à cette manifestation. Enfin, pour parachever cette absence de démonstration, il est fait état du projet de M – Mme X, de nationalité italienne, de participer « *à la manifestation « Soulèvements de la Terre – Lyon/Turin » »* ce dont le ministère tire la conclusion qu’il envisagerait ainsi « *d’intégrer un groupe ayant vocation à fomenter une action violente* ».  Loin de considérer que les Soulèvements de la Terre est un mouvement violent, le Conseil d’État a rendu en référé plusieurs décisions par lesquelles il suspend la dissolution des  Soulèvements de la Terre (CE, référé, 11 août 2023, n° 476385 et suivantes) qu’il commente par communiqué de presse en ces termes :  « *ni les pièces versées au dossier, ni les échanges lors de l’audience,* ***ne permettent de considérer que le collectif cautionne d’une quelconque façon des agissements violents envers des personnes.*** *Par ailleurs, les actions promues par les Soulèvements de la Terre ayant conduit à des atteintes à des biens, qui se sont inscrites dans les prises de position de ce collectif en faveur d’initiatives de désobéissance civile,* ***dont il revendique le caractère symbolique, ont été en nombre limité****. Eu égard au caractère circonscrit, à la nature et à l’importance des dommages résultant de ces atteintes, les juges des référés considèrent que la qualification de ces actions comme des agissements troublant gravement l’ordre public au sens du 1° de l’article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure soulève un doute sérieux.* »  Le ministère de l’Intérieur ayant décidé de faire usage de la procédure non contradictoire prévue à l’article L.321-2 du CESEDA, aucune motivation n’existe dans l’arrêté, rendant sa contestation impossible.  Il sera néanmoins relevé qu’aucune considération d’une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société ne pourra être utilement invoquée à l’encontre de M – Mme X et que le recours à cette procédure dérogatoire devra être censurée par le tribunal de céans.  **B) SUR LA DÉCISION DE REFUS D’ENTREE**  **1) SUR LA PRODUCTION DE LA DECISION DE REFUS D’ENTREE**  **En droit,**  Le Conseil d’État a, par arrêt du 28 mai 1954 dit « Barel », précisé qu’il lui appartenait de : « *rechercher parmi les pièces versées aux dossiers celles qui lui permettaient de dégager les motifs des décisions prises et s’est ainsi abstenu de faire connaître le motif de ses décisions. Qu’en cet état de la procédure la Section du Contentieux, chargée de l’instruction des requêtes, usant du pouvoir qui appartient au Conseil d’Etat d’exiger de l’administration compétente la production de tous documents susceptibles d’établir la conviction du juge et de permettre la vérification des allégations des requérants a, par délibération du 19 mars 1954, demandé au secrétaire d’Etat la production des dossiers constitués au sujet de la candidature*  *de chacun des requérants* ».  En introduction de la décision du 28 mai 1954, le site internet du Conseil d’État1 indique qu’elle est « *remarquable en ce qu’elle précise les règles relatives à la charge de la preuve et les pouvoirs d’instruction du juge administratif. La procédure d’instruction devant la juridiction administrative a un caractère inquisitoire : le demandeur n’a pas la charge de la preuve mais doit seulement se montrer précis et réunir, à l’appui de ses allégations, tous les moyens de preuve dont il peut disposer. C’est alors au juge qu’il appartient d’ordonner les mesures d’instruction nécessaires pour compléter le dossier lorsque la requête comporte un ensemble de présomptions sérieuses. Dans cette affaire, l’administration ayant refusé de verser au dossier les dossiers constitués sur les cinq candidatures demandées par le juge, le Conseil d’État a considéré que les allégations des requérants devaient être regardées comme établies.* »  Ce principe est rappelé par le Conseil d’État dans une décision n°413989 du 3 octobre 2018,  *Section française de l’Observatoire international des prisons :*  *« 2. D’une part, aux termes de l’article R. 412-1 du code de justice administrative, dans sa rédaction alors applicable : « La requête doit, à peine d’irrecevabilité, être*  [https ://www.conseil-etat.fr/decisions-de-justice/jurisprudence/les-grandes-decisions-depuis-1873/conseil-detat-28-mai-1954-barel](https://www.conseil-etat.fr/decisions-de-justice/jurisprudence/les-grandes-decisions-depuis-1873/conseil-detat-28-mai-1954-barel) *accompagnée, sauf impossibilité justifiée, de la décision attaquée [...] « . Il résulte de ces dispositions qu’une requête est irrecevable et doit être rejetée comme telle lorsque son auteur n'a pas, en dépit d'une « invitation à régulariser, produit la décision attaquée ou, en cas d’impossibilité, tout document apportant la preuve des diligences qu’il a accomplies pour en obtenir la communication.*  *3. D’autre part,* ***il revient au juge de l’excès de pouvoir, avant de se prononcer sur une requête assortie d’allégations sérieuses non démenties par les éléments produits par l’administration en défense, de mettre en œuvre ses pouvoirs généraux d’instruction des requêtes et de prendre toutes mesures propres à lui procurer, par les voies de droit, les éléments de nature à lui permettre de former sa conviction, en particulier en exigeant de l’administration compétente la production de tout document susceptible de permettre de vérifier les allégations du demandeur.***  *4. Il ressort des éléments mentionnés au point 1 que* ***l’association requérante a accompli toutes les diligences qu’elle pouvait effectuer afin de se procurer la décision fixant le régime des fouilles des détenus à l’issue des parloirs du centre pénitentiaire de Maubeuge et que, en gardant le silence sur les demandes dont elle était saisie ou en interceptant les courriers adressés aux détenus de l’établissement pénitentiaire, l’administration n’a pas mis la SFOIP à même de satisfaire à l'exigence de production de la décision qu’elle attaquait.***  *5. Dès lors, eu égard aux éléments produits devant elle par l’association requérante et aux diligences que celle-ci a effectuées pour se procurer la décision qu’elle attaquait,* ***la cour administrative d’appel de Douai a méconnu son office et commis une erreur de droit en confirmant l’irrecevabilité des conclusions dont elle était saisie, sans avoir préalablement fait usage de ses pouvoirs inquisitoriaux en demandant à l’administration pénitentiaire de produire la note de service*** *définissant le régime des fouilles des détenus à la sortie des parloirs au centre pénitentiaire de Maubeuge ou, à défaut de l’existence d’une telle note, tous éléments de nature à révéler le régime de fouilles contesté, notamment le registre de consignation des fouilles mises en œuvre sur les détenus. »*  Le Conseil d’État définit ainsi le caractère inquisitorial de l’office du juge administratif statuant en excès de pouvoir : celui-ci peut enjoindre à l’administration de produire la décision litigieuse lorsque le requérant a accompli les diligences permettant de démontrer l’existence de ladite décision sans toutefois pouvoir la produire en raison de sa non-communication par l’administration.  **En l’espèce,**  Le 16 juin 2023, à l’occasion du passage de la frontière franco-italienne, M – Mme X s’est vue refuser l’entrée sur le territoire français sans notification formelle et seul un arrêté ministériel d’interdiction administrative prenant fin le 22 juin 2023 inclus lui a été remis – **production n°1**.  Plusieurs personnes dont M – Mme X ont été amenées dans les locaux de la police aux frontières de Modane.  Leurs documents d’identité leur ont été rendus le 17 juin aux alentours d’01h00  La décision de refus d’entrée sur le territoire français ne lui ayant pas été notifiée, M – Mme X est donc dans l’incapacité de la produire.  Il doit être relevé que ce refus d’entrée visant M – Mme X s’inscrit dans le cadre d’une manifestation pour laquelle le ministère de l’Intérieur a déclaré avoir pris cent sept interdictions administratives du territoire visant des militants politiques étrangers.2  Il est parfaitement clair qu’une décision de refus d’entrée a été prise à l’encontre de M – Mme X, bien que celle-ci ne lui ait pas été notifiée.  Par conséquent, il est demandé au président du tribunal administratif de Paris d’ordonner les mesures d’instruction nécessaires pour compléter le présent dossier qui comporte une présomption particulièrement sérieuse selon laquelle une décision de refus d’entrée a été prise à l’encontre de M – Mme X.  **Il est demandé au tribunal de céans d’ordonner la production par le ministre de l’Intérieur de la décision de refus d’entrée sur le territoire français prise à l’encontre de M – Mme X.**  **2) SUR LA LÉGALITÉ EXTERNE**  En l’absence de notification de la décision de refus d’entrée sur le territoire français, et n’ayant ainsi pas accès à l’ensemble des éléments garantissant la légalité externe de cette décision, la requérante se réserve le droit d’ultérieurement formuler les moyens de droit propres à contester la légalité externe de la décision de refus d’entrée litigieuse.  • **Sur l’insuffisance de motivation du refus d’entrée**  En l’absence de précision, et notamment des motifs de fait fondant cette décision, le refus d’entrée est insuffisamment motivé.  Cette motivation lacunaire ne peut être régularisé par un exposé postérieurs des motifs de droit ou de fait fondant la décision litigieuse  L’article L.613-1 du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile  (« CESEDA ») dispose : “*La décision portant obligation de quitter le territoire français est motivée*.”  L’article L. 211-2 du code des relations entre le public et l’administration dispose :  2 Reporterre – Manifestation contre le Lyon-Turin : plus de 100 personnes interdites de territoire,  [https ://reporterre.net/Manifestation-contre-le-Lyon-Turin-plus-de-100-personnes-interdites-de-territoire](https://reporterre.net/Manifestation-contre-le-Lyon-Turin-plus-de-100-personnes-interdites-de-territoire)  “*Les personnes physiques ou morales ont le droit d’être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent.*  *A cet effet, doivent être motivées les décisions qui :*  *1° Restreignent l’exercice des libertés publiques ou, de manière générale, constituent une mesure de police ;”*  A ce titre, le Conseil d’Etat considère qu’il est nécessaire pour l’administration de préciser les éléments de fait et de droit qui fondent la décision contestée.  Une simple formule neutre et générale ne satisfait donc pas à l’obligation de motivation de l’administration et pourra par conséquent être également sanctionnée par le juge administratif (CE, 24 juillet 1981, n°31488, M – Mme Belasri ; Conseil d’Etat, 29 avril 1998, n° 141311).  Ainsi, une motivation stéréotypée, qui ne prend pas en compte les éléments propres à la situation de l’administré, ou qui reproduit des dispositions légales, n’est pas suffisante pour répondre à l’obligation de motivation des décisions administratives individuelles défavorables.  En l’espèce, en l’absence de production de la décision, la motivation sera considérée comme inexistante et la décision entachée d’un défaut d’examen sérieux de la situation de la requérante.  Par conséquent, la décision de refus d’entrée encourt l’annulation.  • **Sur l’absence de notification écrite de la décision de refus d’entrée**  L’article L.311-2 du CESEDA dispose :  « *Un étranger ne satisfait pas aux conditions d’entrée sur le territoire français lorsqu’il se trouve dans les situations suivantes :*  *[…]*  *3° Il fait l’objet d’une peine d’interdiction judiciaire du territoire, d’une décision d’expulsion, d’une interdiction de retour sur le territoire français, d’une interdiction de circulation sur le territoire français ou d’une interdiction administrative du territoire.* »  L’article L.332-1 du CESEDA dispose :  « *L’étranger qui ne satisfait pas aux conditions d’admission prévues au titre I peut faire l’objet d’une décision de refus d’entrée, sans préjudice des dispositions particulières relatives au droit d’asile et à la protection internationale ou à la délivrance de visas de long séjour.* »  L’article L.332-2 du CESEDA dispose :  « *La décision de refus d’entrée, qui est écrite et motivée, est prise par un agent relevant d’une catégorie fixée par voie réglementaire.*  *La notification de la décision de refus d’entrée mentionne le droit de l’étranger d’avertir ou de faire avertir la personne chez laquelle il a indiqué qu’il devait se rendre, son consulat ou le conseil de son choix. Elle mentionne le droit de l’étranger de refuser d’être rapatrié avant l’expiration du délai d’un jour franc dans les conditions prévues à l’article L.333-2.*  *La décision et la notification des droits qui l’accompagne doivent lui être communiquées dans une langue qu’il comprend.* »  La décision de refus d’entrée doit être spécialement motivée en droit et en fait (CE, 18 octobre 1995, n° 117754). Ainsi, est insuffisamment motivé la décision de refus d’entrée qui se borne à énoncer que « *la présence de l’intéressé constitue une menace pour l’ordre public* » (CE, 18 octobre 1995, n° 117754) ou qui se fonde sur « *une opposition du ministre de l’Intérieur* », sans mentionner aucune circonstance de fait ou de droit (TA Besançon, 9 mai 1996, *M. Tariq*  *Ramadan*, Gaz. Pal. 1996. 2. 347).  Le défaut de motivation ne peut être couvert par un exposé postérieur à la décision qu’il est censé expliciter (CE, 5 mai 1986, *Leblanc et Tissier*, n°59121).  **En l’espèce**, Mme X s’est vue refuser l’entrée sur le territoire français sans qu’aucune décision écrite motivée ne lui soit notifiée en application des articles L.332-1 et L.332-2 du  CESEDA précité.  M – Mme X n’était pas plus informée des droits dont elle bénéficiait au titre de l’article L.332-2 du CESEDA.  Partant, le tribunal de céans ne pourra que constater l’illégalité de la décision de refus d’entrée opposée à M – Mme X dès lors qu’elle viole les règles procédurales précitées et devra par conséquent être annulée.  Si par extraordinaire, le ministère de l’Intérieur venait à prouver qu’une décision écrite de refus d’entrée avait bien été notifiée à M – Mme X, il conviendra d’observer qu’en tout état de cause cette décision est illégale compte tenu de l’illégalité de l’acte administratif sur le fondement de laquelle elle repose.  La requérante se réserve également le droit de soulever de nouveaux moyens selon la décision de refus d’entrée qui lui serait présentée.  **3) SUR LA LÉGALITÉ INTERNE**  • **Sur l’exception d’illégalité**  Si la décision de refus d’entrée était prise sur le fondement de l’interdiction administrative du territoire au visa des articles L.311-2 et L.332-1 du CESEDA, il conviendra pour le tribunal de céans de relever que cette décision est illégale dans la mesure où l’interdiction administrative de territoire sur le fondement de laquelle elle est prise est elle-même illégale.  La requérante a en effet exposé *supra* les moyens tenant à l’illégalité de l’interdiction administrative de territoire qui lui a été opposée.  Par voie d’exception, le tribunal de céans annulera donc la décision de refus d’entrée visant M – Mme X.  **C) SUR LA VIOLATION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES**  **DROITS DE L’HOMME**   1. **Sur la méconnaissance de l’article 10 de la CESDH protégeant la liberté d’opinion et la liberté de communication des idées**   L’article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme (« CESDH ») protège la liberté d’opinion de communication des opinions en ces termes :  « *Toute personne a droit à la liberté d’expression. Ce droit comprend la liberté d’opinion et* ***la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu’il puisse y avoir ingérence d’autorités publiques et sans considération de frontière****.* »  Le guide sur l’article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme affirme que :  *146. À cet égard, il est de jurisprudence constante que l’article 10 § 2 de la Convention ne laisse guère de place pour des restrictions à la liberté d’expression dans le domaine du discours politique ou des questions d’intérêt général (Castells c. France, § 43 ;*  *Wingrove c. France, § 58).*  *147. Selon la Cour, ont trait à un intérêt général les questions qui touchent le public dans une mesure telle qu’il peut légitimement s’y intéresser, qui éveillent son attention ou le préoccupent sensiblement, notamment parce qu’elles concernent le bien-être des citoyens ou la vie de la collectivité. Tel est le cas également des questions qui sont susceptibles de créer une forte controverse, qui portent sur un thème social important, ou qui ont trait à un problème dont le public aurait intérêt à être informé (Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c. Finlande [GC], § 171). […]*  *544. D’une part, la Cour a maintes fois déclaré que l’article 10 § 2 de la Convention ne laisse guère de place pour des restrictions à la liberté d’expression dans le domaine du discours et du débat politiques (Brasilier c. France, § 41) ou dans celui des questions d’intérêt général (Sürek c. Turquie (no 1) [GC], § 61 ; Lindon, Otchakovsky-Laurens et July c. France [GC], § 46 ; Wingrove c. France, § 58).* »  La Cour européenne des droits de l’homme qualifie notamment de question d’intérêt général les questions relatives à la protection de l’environnement et de la santé publique (Mamère c. France, § 20 ; OOO Regnum c. Russie, §§ 68-69).  **En l’espèce,**  Le ministère de l’Intérieur n’apporte aucun élément factuel permettant d’établir que le comportement personnel de M – Mme X constituerait une telle menace réelle, actuelle et imminente à un intérêt fondamental de la société.  L’interdiction administrative du territoire prononcée à l’encontre de Mme X est en réalité uniquement motivée par ses opinions.  Dès lors, le ministère de l’Intérieur a, sans en établir la nécessité ou la pertinence, restreint la liberté de M – Mme X en l’empêchant, premièrement, de communiquer, au sein d’une assemblée, ses opinions sur un projet d’envergure internationale ayant des conséquences importantes sur l’environnement naturel et constituant de ce fait un débat d’intérêt général, et deuxièmement de participer à une manifestation publique en vue d’exprimer publiquement ses opinions.  **2) Sur la méconnaissance de l’article 11 de la CESDH protégeant la liberté de réunion et d’association**  L’article 11 de la CESDH prévoit que :  « *Toute personne a le droit de prendre part à des réunions pacifiques et de créer des associations – y compris des syndicats – ou d’y adhérer.* »  Le guide sur l’article 11 de la CESDH indique :  « *3. La protection des opinions et de la liberté de les exprimer constitue l’un des objectifs de la liberté de réunion et d’association consacrée par l’article 11 (Parti de la liberté et de la démocratie (ÖZDEP) c. Turquie [GC], 1999, § 37).*  *4. Malgré son rôle autonome et la spécificité de sa sphère d’application, l’article 11 doit s’envisager aussi à la lumière de l’article 10 lorsque l’exercice de la liberté de réunion a pour objectif l’expression d’opinions personnelles (Ezelin c. France, 1991, §*  *37) ainsi que la nécessité de donner toute sa place au débat public et de laisser la contestation s’exprimer ouvertement (Éva Molnár c. Hongrie, 2008, § 42).*  *5. Le lien entre les articles 10 et 11 est particulièrement pertinent lorsque les autorités ont porté atteinte au droit à la liberté de réunion pacifique en réaction aux opinions défendues ou aux propos tenus par des participants à une manifestation ou par des membres d’une association (Primov et Guide Article 11 de la Convention – Liberté de réunion et d’association Cour européenne des droits de l’homme 7/60 Dernière mise à jour : 31.08.2022autres c. Russie, 2014, § 92 ; Stankov et Organisation macédonienne unie Ilinden c. Bulgarie, 2001, § 85). […] »*  **En l’espèce,**  Le ministère de l’Intérieur a interdit l’accès au territoire français à Mme X, et lui en a refusé l’entrée le 16 juin 2023 afin d’empêcher sa participation au rassemblement et à la manifestation organisés en Maurienne contre le projet de LGV Lyon-Turin.  Par conséquent, il y a eu une ingérence dans l’exercice de son droit à la liberté de réunion garanti par l’article 11 de la CESDH.  **D) SUR LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE MORAL**  Alors qu’elle est une ressortissante et citoyenne de l’Union européenne, M – Mme X s’est vue illégalement privé de sa liberté fondamentale d’aller et venir sur une partie du territoire de l’Union européenne, par ces mesures de refus d’entrée et d’interdiction administrative du territoire français.  Elle a par ailleurs été privée de la possibilité de participer à des débats et à une manifestation pour des raisons purement politiques.  Il en résulte nécessairement un préjudice moral pour la requérante alors qu’elle est censée bénéficier d’un espace de liberté sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes en application du traité sur l’Union européenne.  Le tribunal de céans condamnera le ministère de l’Intérieur à verser à Mme X la somme de 2 000€ en réparation de son préjudice moral.  **E) SUR L’ARTICLE L.761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE**  L’article L.761-1 du code de justice administrative dispose :  « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l’autre partie la somme qu’il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l’équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation* ».  **Il est demandé à la juridiction de céans de mettre à la charge de l’État la somme de 2000€ sur le fondement de l’article L.761-1 du code de justice administrative.**  **PAR CES MOTIFS**  *Vu les articles 10 et 11 de la CESDH,*  *Vu les articles du CESEDA,*  *Vu les articles L. 211-2 et L.212-1 du code des relations entre le public et l’administration,*  *Vu l’article 27 de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen du 29 avril 2004,*  Il est demandé au tribunal administratif de Paris de :  - **ANNULER** l’arrêté ministériel d’interdiction d’entrée et de séjour sur le territoire français pris à l’encontre de M – Mme X en date du 15 juin 2023, notifié le 16 juin 2023 à 22h50,  - **ORDONNER** la production de la décision de refus d’entrée sur le territoire français prise à l’encontre de M – Mme X le 16 juin 2023,  - **ANNULER** la décision de refus d’entrée sur le territoire français non-notifiée dont  Mme X I a fait l’objet le 16 juin 2023,  - **CONDAMNER** le Ministre à verser à M – Mme X la somme de 2 000€ en réparation de son préjudice moral,  Et en conséquence :  - **ENJOINDRE** au Ministre de procéder sans délai à l’effacement de l’inscription au FPR et au fichier Système d’information Schengen de M – Mme X,  En tout état de cause,  - **CONDAMNER** le ministre de l’Intérieur à verser à M – Mme X la somme de 2.000€ sur le fondement de l’article L. 761-1 du Code de justice administrative.  Fait à Paris, le 12/08/2023  Pour M – Mme X  **Bordereau des pièces**  **Production n°1**: arrêté ministériel d’interdiction d’entrée et de séjour sur le territoire français notifié le 16 juin 2023 à 22h50 | *Ai presidenti e ai consiglieri del*  *del Tribunale amministrativo di Parigi*  **RICORSO PER ABUSO DI POTERE**  **\*\*\***  **RICORSO LEGALE COMPLETO**  **PER:**  Signor X, nato il ggmmaaaa a città (Italia), di nazionalità italiana  **Rappresentata dall’Avvocato:**  **Nome Cognome**  **Membro del foro di Parigi**  **Numero di iscrizione xxxxx**  Studio legale presso il quale ha eletto domicilio ai fini del presente procedimento.  **CONTRO:**  **L’ordinanza ministeriale che vieta l’ingresso e il soggiorno del signor X sul territorio francese del 15 giugno 2023, notificata il 16 giugno 2023 alle ore 22.50;**  **&**  **La decisione non notificata di rifiutare al signor X l’ingresso nel territorio francese il 16 giugno 2023.**  **OGGETTO DEL RICORSO**   1. **FATTI E PROCEDURA**   Il signor X è un cittadino italiano nato il ggmmaaaa.  Mentre si recava in Francia con un veicolo il 16 giugno 2023, è stata fermata dalla polizia alla frontiera francese.  Le è stato negato l’ingresso in Francia senza una notifica formale e le è stato solo emesso un provvedimento ministeriale di divieto amministrativo con scadenza il 22 giugno 2023 compreso.  **Produzione n. 1:** ordinanza ministeriale di divieto di ingresso e soggiorno sul territorio francese emessa nei confronti del sig. – sig.ra X, notificata il 16 giugno 2023 alle 22.50.  Diverse persone, tra cui il signor X, sono state portate alla stazione di polizia di frontiera di Modane.  I loro documenti d’identità sono stati restituiti intorno alle 01:00 del 17 giugno.  La polizia di frontiera li ha quindi espulsi dalla Francia all’Italia.  In nessun momento il signor X è stato informato o notificato della decisione di rifiutare l’ingresso o di espellerla dal territorio francese.  Il sig. X aveva programmato di partecipare a un raduno, con dibattiti, seguito da una manifestazione che esprimeva l’opposizione di più di una dozzina di partiti politici e associazioni alla costruzione della linea Lione-Torino, il 16, 17 e 18 giugno 2023 nel comune di La Chapelle.  Le motivazioni dell’ordinanza ministeriale che vieta l’uscita del gruppo dal territorio francese sono più che sorprendenti.  In sostanza, si legge che *“una manifestazione intitolata ‘Soulèvements de la Terre – Tunnel Lyon/Turin’ si terrà il 17 e 18 giugno 2023 in Savoia contro il progetto di costruzione di un collegamento ferroviario ad alta velocità tra la Francia e l’Italia; la manifestazione si presenta come un fine settimana di protesta nel contesto dell’opposizione locale di lunga data al progetto di costruzione di un collegamento ferroviario ad alta velocità tra Lione e Torino […]. …] che l’obiettivo di questa manifestazione è quello di dare impulso a un movimento di resistenza, in particolare attraverso blocchi e occupazioni di terreni, al fine di stabilire un equilibrio di potere al crocevia delle questioni ecologiche, sociali e agricole”.*  Il Ministero dell’Interno sostiene che questo movimento locale, unico organizzatore della manifestazione, è sostenuto dal *“collettivo ambientalista radicale Les Soulèvements de la Terre, noto per considerare la violenza una necessità per portare avanti la causa”.* In particolare, si cita una manifestazione a Sainte-Soline (79) organizzata da un altro collettivo, Bassines Non Merci, che *“ha mobilitato il movimento antifascista europeo, in particolare in Italia, particolarmente virulento”.*  Sulla base di questi elementi, il Ministero dell’Interno ha ritenuto che “la sua presenza sul territorio francese costituirebbe, a causa del suo comportamento personale, dal punto di vista dell’ordine pubblico o della sicurezza, una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società”. Non viene fornita alcuna spiegazione in merito al “comportamento personale” del ricorrente che giustificherebbe tale divieto amministrativo dal territorio francese – **produzione n. 1**.  Vale la pena di notare che il divieto amministrativo di ingresso nel territorio francese è stato istituito dalla legge del 13 novembre 2014 che rafforza le disposizioni relative alla lotta contro il terrorismo e che mira a impedire l’ingresso nel territorio francese di persone nei confronti delle quali esistono **informazioni credibili** che fanno ritenere che vi siano **ragionevoli motivi** per ritenere che la persona in questione cerchi di entrare nel territorio francese per scopi terroristici.  Il termine “terrorismo” è stato ampiamente utilizzato dall’inizio del XXI secolo per designare attacchi armati e indiscriminati contro la popolazione volti a diffondere il terrore a fini politici. È solo in questo senso che verrà utilizzato in questa sede.  Si contesta con la massima forza che il ricorrente possa essere stato in qualche modo coinvolto in atti di terrorismo, e il ricorso del Ministero dell’Interno a queste disposizioni in deroga al diritto comune è del tutto incomprensibile.  Atti di terrorismo, e il ricorso del Ministero dell’Interno a queste disposizioni in deroga al diritto comune è del tutto incomprensibile.  Il signor X chiede, da un lato, l’annullamento dell’ordinanza ministeriale che le vieta l’ingresso e la permanenza nel territorio francese e della decisione di respingimento non notificata e, dall’altro, il risarcimento dei danni morali che le sono stati causati dalle suddette decisioni, per le ragioni di fatto e di diritto di seguito esposte.  **II- DISCUSSIONE**  **A) SULL’INTERDIZIONE AMMINISTRATIVA DAL TERRITORIO FRANCESE**  **1) SULLA LEGALITÀ ESTERNA**  **- Mancanza di firma e incompetenza della persona che firma il documento**  L’articolo L. 212-1 del Codice delle relazioni tra il pubblico e l’amministrazione recita:  *“Ogni decisione presa da un’autorità amministrativa deve recare la firma del suo autore nonché l’indicazione, in caratteri leggibili, del nome, del cognome e della funzione dell’autore.*  *Tuttavia, le decisioni basate su motivi legati alla prevenzione di atti di terrorismo sono prese in condizioni che preservano l’anonimato della persona che le firma.*  *Solo un'estensione di questa decisione può essere notificata all'interessato o comunicata a terzi; l'originale firmato, che riporta solo il cognome, il nome e la qualifica del firmatario, viene conservato dall'amministrazione".*  Il rispetto di queste formalità è una condizione di legittimità formale dell'atto, e la sua inosservanza può comportare l'annullamento dell'atto per violazione di una formalità sostanziale (CE, 25 luglio 2001, *Oukal,* n. 228392). L'espressione del consenso dell'autore permette di distinguere un atto autentico da una semplice bozza e riflette l'esistenza di una norma autentica (CE, 25 nov. 1931, *Barthélemy*).  In questo senso, la firma segna il completamento del processo di redazione di un atto e permette di verificare che la decisione sia stata effettivamente adottata dal firmatario (CE, 27 gen. 1956, *Bonifacio*; CE, sez., 22 marzo 1963, *min. anciens combattants c/ Fringhian*; CE, 27 gen. 1995, *Assoc. Île-de-France Environnement).*  Il Consiglio di Stato ha stabilito che, in assenza di firma, l'atto non esiste giuridicamente e non può produrre alcun effetto giuridico (CE, 26 gennaio 1951, Galy: S. 1951, 3, p. 52, concl. R. Odent).  La Corte d'appello amministrativa di Douai ha stabilito che un'ordinanza non firmata, il cui originale non può essere prodotto, *"deve essere considerata come priva di firma, e quindi è nulla" (CAA Douai,* 22 settembre 2005, *Ministre de l'Écologie et du Développement durable*, n. 04DA00456).Développement durable, n. 04DA00456).  La deroga all'obbligo di identificare il firmatario di un atto amministrativo prevista dal paragrafo 2 del suddetto articolo è chiaramente limitata alle *"decisioni basate su motivi legati alla prevenzione di atti di terrorismo".*  In assenza di qualsiasi possibilità per il richiedente di controllare la competenza del funzionario firmatario, e quindi la legittimità esterna dell'atto stesso, il controllo del documento originale necessariamente conservato dall'amministrazione spetta al giudice, sulla base dell'articolo L. 773 del Codice di giustizia amministrativa.  **Nel caso di specie**, il provvedimento amministrativo di interdizione dal territorio francese non reca la firma del Ministro o di un suo delegato.  Inoltre, l'ordinanza ministeriale non contiene alcun elemento che giustifichi una deroga all'obbligo di firma in base al paragrafo 2 dell'articolo L.212-1 del CRPA.  L'ordinanza che vieta al ricorrente di uscire dal territorio francese non è chiaramente basata su *"motivi legati alla prevenzione di atti di terrorismo".* In ogni caso, non c'era nulla che potesse far pensare che il signor X avesse il minimo legame con un'organizzazione terroristica.  Di conseguenza, in assenza di una giustificazione derogatoria, la mancata sottoscrizione dell'ordinanza notificata al sig. X comporta la notorietà dell'inesistenza dell’atto.  In subordine, se del caso, si chiede al tribunale di riesaminare la competenza dell'autorità firmataria alla luce del documento originale e di trarre tutte le conseguenze in caso di mancato rispetto degli obblighi di cui al paragrafo 1 del suddetto articolo.  **- Sull’insufficiente motivazione del provvedimento di esclusione amministrativa e mancanza di un esame serio**  L'articolo L.321-2 del Codice dell'entrata e del soggiorno degli stranieri recita: *"L'inammissibilità amministrativa è oggetto di una decisione scritta emessa al termine di una procedura non contraddittoria. La decisione deve essere motivata, a meno che considerazioni relative alla sicurezza dello Stato non lo impediscano.”*  L'articolo L. 211-2 del Code des relations entre le public et l'administration recita:  *"Le persone fisiche o giuridiche hanno il diritto di essere informate senza indugio dei motivi di decisioni amministrative individuali sfavorevoli che le riguardano.*  *A tal fine, devono essere motivate le decisioni che :1° limitano l'esercizio delle libertà pubbliche o, in generale, costituiscono una misura di polizia ".*  A questo proposito, il Consiglio di Stato ritiene che sia necessario che l'amministrazione specifichi gli elementi di fatto e di diritto su cui si basa la decisione contestata.  Una semplice formula neutra e generica non soddisfa quindi l'obbligo di motivazione dell'amministrazione e può essere sanzionata dal giudice amministrativo (CE, 24 luglio 1981, n. 31488, M - Mme Belasri; Consiglio di Stato, 29 aprile 1998, n. 141311).  Pertanto, una motivazione stereotipata, che non tenga conto delle circostanze specifiche dell'interessato o che riproduca disposizioni di legge, non è sufficiente a soddisfare l'obbligo di motivare le decisioni amministrative individuali sfavorevoli.  Il Ministero dell'Interno fa riferimento al *"comportamento personale del sig. X, dal punto di vista dell'ordine pubblico o della sicurezza*", che costituirebbe *"una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società",* senza fornire ulteriori dettagli su tale comportamento.  È evidente che il riferimento a un comportamento personale senza ulteriori dettagli non costituisce una motivazione sufficiente ai sensi dell'articolo L. 321-2 del CESEDA e dell'articolo L. 211-2 del Codice dei rapporti tra il pubblico e l'amministrazione per imporre un divieto amministrativo di ingresso.  Le circostanze relative all'organizzazione di una manifestazione locale in opposizione a un progetto ferroviario sono inoperanti per caratterizzare un comportamento personale del signor X e non costituiscono una motivazione sufficiente.  La Corte non mancherà di sanzionare il ricorrente per non aver motivato sufficientemente la decisione, in quanto non vi è nulla nella decisione impugnata che dimostri che il comportamento personale del ricorrente costituisca una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società.  **2) SULLA LEGITTIMITÀ INTERNA**  Le decisioni impugnate di imporre un divieto amministrativo di uscita dal territorio francese devono essere annullate in quanto la situazione del ricorrente non è stata esaminata in modo completo, individuale e serio, e a causa di diversi errori manifesti di valutazione degli articoli L.321-1 e seguenti del CESEDA, di errori di fatto e di diritto, e della mancanza di una base giuridica per l'ordine di determinazione del paese di ritorno.  **- Sull'errore di fatto**  La ricorrente, che non dispone di alcuna informazione sulle ragioni per cui il Ministero dell'Interno ha deciso di vietarle l'ingresso e il soggiorno sul territorio francese, può solo lamentarsi del fatto che la sua situazione non sia stata esaminata seriamente, poiché nulla spiega perché sia stata oggetto di tale decisione.  Il signor X è cittadino italiano e come tale gode della libertà di circolazione all'interno dell'Unione europea.  La sua situazione non consente di ritenere seriamente che un suo comportamento possa costituire una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società.  È quindi per una mancanza di seria considerazione o per un errore di fatto particolarmente evidente che il Ministero dell'Interno ha adottato questa misura drastica nei confronti del sig. X, che deve quindi essere annullata.  **- Sull’errore di diritto ed errore manifesto di valutazione**  L'articolo 27 della direttiva 2004/38/CE del Parlamento europeo e del Consiglio relativa al diritto dei cittadini dell'Unione e dei loro familiari di circolare e soggiornare liberamente nel territorio degli Stati membri prevede quanto segue:  *"1. Fatte salve le disposizioni del presente capo, gli Stati membri possono limitare la libertà di circolazione e di soggiorno di un cittadino dell'Unione o di un suo familiare, indipendentemente dalla cittadinanza, per motivi di ordine pubblico, di pubblica sicurezza o di sanità pubblica. Tali motivi non possono essere invocati a fini economici.*  *2. Le misure adottate per motivi di ordine pubblico o di pubblica sicurezza devono rispettare il principio di proporzionalità e basarsi esclusivamente sul comportamento personale dell'interessato. Le sole condanne penali precedenti non sono sufficienti a giustificare tali misure.*  ***Il comportamento della persona interessata deve rappresentare una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società. Non possono essere accettate giustificazioni che non siano direttamente collegate al singolo caso in questione o che si riferiscano a ragioni di prevenzione generale".***  La motivazione dovrebbe quindi, in linea di principio, evidenziare la situazione personale e familiare dell'interessato per verificare se, ai sensi dell'articolo 27 della direttiva del 29 aprile 2004, la misura che limita la sua libertà di circolazione e di soggiorno sia conforme al principio di proporzionalità.  La CGUE sottolinea che le misure che limitano la libertà di circolazione e il diritto di soggiorno devono essere:  - proporzionate agli obiettivi che lo Stato membro intende raggiungere. Si deve quindi tener conto del rispetto dei diritti fondamentali tutelati dalla Corte, come la protezione della vita familiare (CGUE, 25 luglio 2002, n°C-459/99, *MRAX/Francia*), basandosi esclusivamente sul comportamento personale dell'individuo interessato (CGCE, 8 aprile 1976, n. 48/62). n. 48/75, Royer; CGCE, 27 ottobre 1977, n. 30/77, R*égina contro Bouchereau;* CGCE, 28 ottobre 1975, n. 36/75, *Rutili;* CGCE, 29 aprile 2004, n. C-482/01, *Orfanopoulos* e altri).  È nel quadro rigoroso di questa direttiva che si inserisce il regime giuridico dei divieti amministrativi di ingresso.  L'articolo L. 222-1 del Codice dell'entrata e del soggiorno degli stranieri e del diritto d'asilo (CESEDA) stabilisce che un cittadino dell'Unione Europea o un suo familiare *"può, se non risiede abitualmente in Francia e non è presente sul territorio francese, essere soggetto al divieto amministrativo di ingresso previsto dall'articolo L. 321-1 quando,* ***a causa del suo comportamento personale,*** *dal punto di vista dell'ordine pubblico o della sicurezza, la sua presenza in Francia costituirebbe* ***una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave per un interesse fondamentale della società".***  Il CESEDA non richiede quindi una semplice minaccia, ma una "minaccia sufficientemente grave", diretta contro un interesse fondamentale della società.  Il Consiglio di Stato valuta il concetto di minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società alla luce dei seguenti criteri interesse fondamentale della società alla luce della direttiva citata (CE, cap. Réunies, 27 maggio 2019, n. 417711).  Si ricorda che l'attuale articolo L. 222-1 del CESEDA deriva dalla legge n. 2014-1353 del 13 novembre 2014 che rafforza le disposizioni relative alla lotta contro il terrorismo.  I lavori parlamentari affermano che:  *"Il divieto amministrativo di ingresso, emesso sotto la supervisione di un giudice, deve basarsi su elementi sufficientemente seri, solidi, precisi e dettagliati per stabilire che la presenza dello straniero in Francia rappresenta una grave minaccia per l'ordine pubblico e la sicurezza. Deve essere proporzionato all'obiettivo perseguito. In ogni caso, la violazione dei diritti del cittadino straniero interessato sarà limitata nel caso di cittadini stranieri che non hanno legami particolari con la Francia. Il cittadino straniero potrà chiedere la revoca della misura e i motivi della stessa saranno riesaminati ogni cinque anni per verificare che la minaccia sia ancora presente.*  *Questo emendamento è anche in linea con la risoluzione del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite n. 2178 del 24 settembre 2014 sui combattenti terroristi stranieri".*  Questi sviluppi fanno luce su quanto grave debba essere la minaccia per giustificare una simile restrizione delle libertà.  **Nel caso in questione,**  Si deve innanzitutto constatare che la presenza in Francia del sig. X non costituiva la benché minima minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società.  **Al contrario, il suo interesse per il dibattito su un importante progetto ferroviario e la sua volontà di esprimere la propria opinione partecipando a una manifestazione** **contribuiscono alla tutela di un interesse fondamentale della società.**  **Infatti, il comportamento personale dell'interessato riguarda l'esercizio di libertà fondamentali che sono essenziali in una società democratica: la libertà di riunirsi, di avere un'opinione politica e di esprimerla in una riunione, ma anche partecipando a una manifestazione pubblica.**  Il suo *"comportamento personale",* che non è stato specificato dal Ministero dell'Interno, non era in alcun modo suscettibile di costituire una tale minaccia.  Per giustificare questa decisione, il Ministero dell'Interno combina elementi che in realtà non sono correlati tra loro, e la cui valutazione è inoltre errata:  In primo luogo, si afferma che *"il collettivo ambientalista radicale Les Soulèvements de la Terre, noto per considerare la violenza una necessità per portare avanti la causa"* si era unito al collettivo *"Bassines Non Merci" "nel contesto delle manifestazioni che hanno avuto luogo a Sainte-Soline";* in secondo luogo, si afferma che *"il movimento antifascista europeo, in particolare quello italiano"* era responsabile delle violenze e dei danni di questa manifestazione. Infine, per completare questa mancanza di dimostrazione,  si fa riferimento al progetto del signor X, cittadino italiano, di partecipare "alla manifestazione *'Soulèvements de la Terre - Lyon/Turin'",* da cui il Ministero trae la conclusione che egli starebbe quindi pensando di *"unirsi a un gruppo con l'obiettivo di fomentare azioni violente*".  Lungi dal considerare i Soulèvements de la Terre un movimento violento, il Consiglio di Stato ha emesso diverse sentenze provvisorie che sospendono lo scioglimento dei Soulèvements de la Terre.  Soulèvements de la Terre (CE, procedimento, 11 agosto 2023, n. 476385 e seguenti), che ha commentato in un comunicato stampa come segue: "Né i documenti del fascicolo né gli scambi in udienza **permettono di ritenere che il collettivo condoni in qualche modo gli atti di violenza contro gli individui.** Inoltre, le azioni promosse da Soulèvements de la Terre che hanno portato a danni alle proprietà, che *rientravano nella posizione del collettivo a favore di iniziative di disobbedienza civile,* ***di cui rivendica il carattere simbolico, erano in numero limitato.*** *In considerazione della* *limitatezza, della natura e dell'entità dei danni derivanti da questi attacchi, i giudici del procedimento sommario ritengono che vi siano seri dubbi sul fatto che queste azioni possano essere classificate come atti gravemente turbativi dell'ordine pubblico ai sensi del 1° dell'articolo L. 212-1 del Codice di Sicurezza Interna solleva un serio dubbio".*  Poiché il Ministero dell'Interno ha deciso di ricorrere alla procedura non contraddittoria prevista dall'articolo L. 321-2 del CESEDA, l'ordinanza non è motivata e non è quindi impugnabile.  Ciononostante, si osserva che nessuna considerazione di una minaccia reale, attuale e sufficientemente grave a un interesse fondamentale della società può essere utilmente invocata nei confronti del sig. X e che il ricorso a questa procedura derogatoria deve essere censurato dalla Corte d'Appello.  **B) SULLA DECISIONE DI RESPINGERE L'INGRESSO**  **1) PRODUZIONE DEL PROVVEDIMENTO DI RESPINGIMENTO**  **In diritto,**  Nella sentenza "Barel" del 28 maggio 1954, il Conseil d'État ha dichiarato di avere la responsabilità di: *"ricercare tra i documenti dei fascicoli per individuare le ragioni delle decisioni prese, e quindi si è astenuto dal divulgare i motivi delle sue decisioni". In questa fase del procedimento, la Divisione di Giurisdizione Amministrativa, incaricata di esaminare le domande, si è avvalsa del potere* *del Consiglio di Stato di richiedere all'amministrazione competente la produzione di tutti i documenti atti a dimostrare il convincimento del giudice e a consentire la verifica delle affermazioni dei ricorrenti e, con delibera del 19 marzo 1954, ha chiesto al Segretario di Stato di produrre i fascicoli compilati relativi alla candidatura di ciascuno dei ricorrenti.”*  Nella sua introduzione alla decisione del 28 maggio 1954, il sito web del Consiglio di Stato1 afferma che essa è *"notevole in quanto precisa le regole relative all'onere della prova e ai poteri istruttori del giudice amministrativo. La procedura di indagine davanti al giudice amministrativo è di tipo inquisitorio ricorrente non ha l'onere della prova, ma deve semplicemente essere preciso e raccogliere tutti gli elementi disponibili a sostegno delle sue affermazioni. Spetta poi al giudice ordinare le misure investigative necessarie per completare il fascicolo quando la richiesta contiene una serie di presunzioni gravi. In questo caso, poiché l'amministrazione si era rifiutata di aggiungere al fascicolo i fascicoli compilati sulle cinque domande richieste dal giudice, il Consiglio di Stato ha ritenuto che le accuse dei ricorrenti dovessero essere considerate come accertate".*    Questo principio è stato ribadito dal Consiglio di Stato nella decisione n. 413989 del 3 ottobre 2018, *Sezione francese dell’Osservatorio delle prigioni*:  *" 2. Da un lato, ai sensi dell'articolo R. 412-1 del Codice di giustizia amministrativa, nella versione applicabile all'epoca: "La domanda deve, a pena di irricevibilità, essere*  <https://www.conseil-etat.fr/decisions-de-justice/jurisprudence/les-grandes-decisions-depuis-1873/conseil-detat-28-mai-1954-barel>  *accompagnato, a meno che ciò non sia impossibile per giustificati motivi, dalla decisione impugnata [...]". Da queste disposizioni si evince che una domanda è irricevibile e deve essere respinta come tale se il suo autore non ha prodotto, nonostante un "invito a regolarizzare", la decisione impugnata o, se ciò non è possibile, un qualsiasi documento che fornisca la prova dei passi compiuti per ottenerne l'accesso.*  ***3. D'altra parte, spetta al giudice dell’abuso di potere, prima di pronunciarsi su una domanda accompagnata da gravi asserzioni che non sono confutate dagli elementi di prova prodotti dall'amministrazione a sua difesa, esercitare i suoi poteri generali di istruttoria delle domande e prendere tutte le misure appropriate per ottenere, per vie legali, gli elementi di prova che gli consentano di formarsi un'opinione, in particolare chiedendo all'amministrazione competente di produrre qualsiasi documento che consenta di verificare le asserzioni del richiedente.***  *4. Dai fatti menzionati al paragrafo 1 risulta che* ***l'associazione ricorrente ha fatto tutto il*** ***possibile per ottenere la decisione che stabilisce le norme che regolano le perquisizioni dei detenuti dopo l'orario di visita nel carcere di Maubeuge e che, tacendo sulle richieste che le* *erano state rivolte o intercettando la corrispondenza indirizzata ai detenuti del carcere, le autorità non avevano messo l'UFSIP in condizione di soddisfare l'obbligo di produrre la decisione che contestava.***  *5. Di conseguenza, tenuto conto degli elementi di prova prodotti dall'associazione ricorrente e dei passi compiuti da quest'ultima per ottenere la decisione impugnata,* ***la Corte d'appello amministrativa di Douai ha disatteso il proprio dovere e ha commesso un errore di diritto nel dichiarare l'irricevibilità degli argomenti ad essa sottoposti, senza aver prima esercitato i suoi poteri istruttori chiedendo all'amministrazione penitenziaria di produrre la nota di servizio*** *che definisce il sistema di perquisizioni dei detenuti che escono dalle sale di visita del carcere di Maubeuge o, in mancanza di tale nota, qualsiasi informazione atta a rivelare il sistema di perquisizioni contestato, in particolare il registro delle perquisizioni effettuate sui detenuti. "*  Il Consiglio di Stato ha così definito la natura inquisitoria del ruolo del giudice amministrativo che si pronuncia sull'eccesso di potere: il giudice può ordinare all'amministrazione di produrre la decisione contestata quando il ricorrente ha intrapreso le azioni necessarie per dimostrare l'esistenza della decisione, ma non è in grado di produrla perché l'amministrazione non l'ha comunicata.  **Nel caso di specie,**  Il 16 giugno 2023, al momento dell'attraversamento della frontiera tra la Francia e l'Italia, al signor X è stato negato l'ingresso nel territorio francese senza essere formalmente notificato e gli è stato imposto solo un divieto amministrativo ministeriale che scade il 22 giugno 2023 compreso - **produzione n. 1.**  Diverse persone, tra cui il sig. X, sono state portate alla stazione di polizia di frontiera di Modane.  I loro documenti d'identità sono stati restituiti il 17 giugno alle ore 01:00 circa.  Non essendogli stata notificata la decisione di rifiutare l'ingresso in Francia, il signor X non ha potuto esibirla.  Va notato che il rifiuto di ingresso del signor X è avvenuto nel contesto di una manifestazione per la quale il Ministero dell'Interno ha dichiarato di aver emesso centosette divieti amministrativi nei confronti di attivisti politici stranieri2.  È perfettamente chiaro che la decisione di rifiutare l'ingresso è stata presa nei confronti del signor X, anche se non le è stata notificata.    Di conseguenza, si chiede al Presidente del Tribunale amministrativo di Parigi di ordinare le misure investigative necessarie per completare il presente fascicolo, che contiene una presunzione particolarmente grave che una decisione di rifiuto d'ingresso sia stata presa nei confronti del signor X.  **Si chiede al Tribunale di ordinare al Ministro dell'Interno di produrre la decisione di rifiuto d'ingresso nel territorio francese presa nei confronti del sig. X.**  **2) SULLA LEGITTIMITÀ ESTERNA**  Non avendo ricevuto la notifica della decisione di respingimento sul territorio francese e non avendo quindi accesso a tutti gli elementi che garantiscono la legittimità esterna di tale decisione, il ricorrente si riserva di presentare in un secondo momento argomenti giuridici per contestare la legittimità esterna della decisione di respingimento contestata.  - **Sull’insufficiente motivazione del rifiuto d'ingresso**  In assenza di dettagli, in particolare dei motivi di fatto su cui si è basata la decisione, il rifiuto d'ingresso è stato motivato in modo insufficiente.  Tale carenza di motivazione non può essere sanata da una successiva esposizione dei motivi giuridici o fattuali su cui si basa la decisione impugnata.  L'articolo L.613-1 del Codice sull'ingresso e il soggiorno degli stranieri e sul diritto d'asilo  ("CESEDA") recita: *"La decisione che impone alla persona di lasciare il territorio francese deve essere motivata".*  L'articolo L. 211-2 del Codice delle relazioni tra il pubblico e l'amministrazione recita:  2 Reporterre - Manifestazione contro la Lione-Torino: divieto di ingresso in Francia per oltre 100 persone,  [https ://reporterre.net/Manifestation-contre-le-Lyon-Turin-plus-de-100-personnes-interdites-de-territoire](https://reporterre.net/Manifestation-contre-le-Lyon-Turin-plus-de-100-personnes-interdites-de-territoire)  *"Le persone fisiche o giuridiche hanno il diritto di essere informate senza indugio dei motivi di decisioni amministrative individuali sfavorevoli che le riguardano.*  *A tal fine, devono essere motivate le decisioni che:*  *1° limitano l'esercizio delle libertà pubbliche o, in generale, costituiscono una misura di polizia;".*  A questo proposito, il Consiglio di Stato ritiene che sia necessario che l'amministrazione specifichi gli elementi di fatto e di diritto su cui si basa la decisione contestata.  Una formula semplice, neutra e generica non soddisfa quindi l'obbligo di motivazione dell'amministrazione e può essere sanzionata dal giudice amministrativo (CE, 24 luglio 1981, n. 31488, M - Mme Belasri; Consiglio di Stato, 29 aprile 1998, n. 141311).  Pertanto, una motivazione stereotipata, che non tenga conto di fattori specifici della situazione individuale o che riproduca disposizioni di legge, non è sufficiente a soddisfare l'obbligo di motivare le decisioni amministrative individuali sfavorevoli.  In questo caso, in assenza di produzione della decisione, la motivazione sarà considerata inesistente e la decisione viziata da un mancato esame serio della situazione del richiedente.  Di conseguenza, la decisione di respingimento deve essere annullata.  **- Sulla mancanza di notifica scritta della decisione di respingimento**  L'articolo L.311-2 del CESEDA recita:  *"Un cittadino straniero non soddisfa le condizioni di ingresso nel territorio francese quando si trova nelle seguenti situazioni:*  *[...]*  *3° È soggetto a un divieto giudiziario di uscita dal territorio francese, a un ordine di* *espulsione, a un divieto di rientro nel territorio francese, a un divieto di circolazione nel territorio francese o a un divieto amministrativo di uscita dal territorio".*  L'articolo L.332-1 del CESEDA stabilisce che:  *"Ai cittadini stranieri che non soddisfano le condizioni di ammissione di cui al Titolo I può essere rifiutato l'ingresso, fatte salve le disposizioni specifiche relative al diritto d'asilo e alla protezione internazionale o al rilascio di visti per soggiorni di lunga durata".*  L'articolo L.332-2 del CESEDA recita:  *"La decisione di rifiuto d'ingresso, che deve essere scritta e motivata, è presa da un funzionario di una categoria determinata per regolamento.*  *La notifica della decisione di rifiuto d'ingresso menziona il diritto dello straniero di notificare o far notificare la persona a cui ha indicato di volersi recare, il suo consolato o l'avvocato di sua scelta. Il documento menziona il diritto dello straniero di rifiutare il rimpatrio prima della scadenza del periodo di un giorno libero, alle condizioni previste dall'articolo L.333-2.*  *La decisione e la notifica dei diritti che l'accompagna devono essere comunicate allo straniero in una lingua a lui comprensibile.”*  La decisione di respingere l'ingresso deve essere specificamente motivata in diritto e in fatto (CE, 18 ottobre 1995, n. 117754). Pertanto, non è sufficientemente motivata una decisione di respingimento che si limita ad affermare che *"la presenza dell'interessato costituisce una minaccia per l'ordine pubblico"* (CE, 18 ottobre 1995, n. 117754) o che si basa sull'*"opposizione del Ministro dell'Interno",* senza menzionare alcuna circostanza di fatto o di diritto (TA Besançon, 9 maggio 1996, *M. Tariq Ramadan,* Gaz. Pal. 1996. 2. 347).  Un difetto di motivazione non può essere coperto da una dichiarazione successiva alla decisione che dovrebbe spiegare (CE, 5 maggio 1986, *Leblanc et Tissier*, n. 59121).  **Nel caso di specie**, al signor X è stato rifiutato l'ingresso nel territorio francese senza che le fosse notificata alcuna decisione scritta e motivata, ai sensi degli articoli L.332-1 e L.332-2 del citato CESEDA.  Il signor X non è stato informato dei suoi diritti ai sensi dell'articolo L.332-2 del CESEDA.  Di conseguenza, il tribunale di primo grado non può che dichiarare che la decisione di rifiutare l'ingresso al signor X è illegittima, in quanto viola le norme procedurali sopra citate, e deve quindi essere annullata.  In via straordinaria, se il Ministero dell'Interno dovesse dimostrare che una decisione scritta di respingimento è stata effettivamente notificata al signor X, va osservato che, in ogni caso, tale decisione è illegittima data l'illegittimità dell'atto amministrativo su cui si basa.  Il ricorrente si riserva inoltre di sollevare nuovi motivi in funzione della decisione di rifiuto d'ingresso che le è stata presentata.  **3) SULLA LEGITTIMITÀ INTERNA**  **- Sul motivo di illegittimità**  Se la decisione di respingimento è stata presa sulla base di un divieto amministrativo di ingresso ai sensi degli articoli L.311-2 e L.332-1 del CESEDA, sarebbe opportuno che il suddetto tribunale sottolineasse che tale decisione è illegale nella misura in cui il divieto amministrativo di ingresso sulla base del quale è stata presa è a sua volta illegale.  Il ricorrente ha esposto sopra i motivi relativi all'illegittimità del provvedimento di irricevibilità amministrativa emesso nei suoi confronti.  In via eccezionale, la Corte d'appello annullerà pertanto la decisione di respingere il signor X.  **C) SULLA VIOLAZIONE DELLA CONVENZIONE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO.**  **1) Sull’incomprensione dell'articolo 10 della CEDU, che tutela la libertà di opinione e la libertà di comunicare idee**  L'articolo 10 della Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali ("CEDU") tutela la libertà di opinione e la libertà di comunicazione delle idee nei seguenti termini:  *"Ogni individuo ha diritto alla libertà di espressione. Tale diritto comprende la libertà di opinione e* ***la libertà di ricevere e diffondere informazioni e idee senza che vi possa essere* *ingerenza da parte delle autorità pubbliche e senza riguardo a frontiere".***  La guida all'articolo 10 della Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo afferma che:  *146. A questo proposito, è giurisprudenza consolidata che l'articolo 10 § 2 della Convenzione lascia poco spazio alle limitazioni della libertà di espressione nel campo del discorso politico o di interesse generale (Castells c. Francia, § 43); Wingrove c. Francia, § 58).*  *147. Secondo la Corte, le questioni di interesse generale sono quelle che interessano il pubblico in misura tale da poterne legittimamente interessarsi, o che destano la sua attenzione o suscitano una preoccupazione sostanziale, in particolare perché riguardano il benessere dei cittadini o la vita della comunità. Lo stesso vale per le questioni che possono dare adito a notevoli controversie, che riguardano un'importante questione sociale o che si riferiscono a un problema di cui sarebbe nell'interesse pubblico essere informati (Satakunnan Markkinapörssi Oy e Satamedia Oy c. Finlandia [GC], § 171). [...]*  *544. Da un lato, la Corte ha ripetutamente affermato che l'articolo 10 § 2 della Convenzione lascia poco spazio alle restrizioni alla libertà di espressione nella sfera dei discorsi e dei dibattiti politici (Brasilier c. Francia, § 41) o in quella delle questioni di interesse generale (Sürek c. Turchia (n. 1) [GC], § 61; Lindon, Otchakovsky-Laurens e July c. Francia [GC], § 46; Wingrove c. Francia, § 58). Francia, § 58).*  *La Corte europea dei diritti dell'uomo classifica le questioni relative alla protezione dell'ambiente e della salute pubblica come questioni di interesse generale (Mamère c. Francia, § 20; OOO Regnum c. Russia, §§ 68-69).*  **Nel caso di specie,**  Il Ministero dell'Interno non ha fornito alcuna prova concreta per stabilire che la condotta personale del sig. X costituisse una minaccia reale, attuale e imminente a un interesse fondamentale della società.  Il provvedimento amministrativo di espulsione emesso nei confronti della signora X si basa infatti esclusivamente sulle sue opinioni.  Di conseguenza, il Ministero dell'Interno, senza stabilirne la necessità o la pertinenza, ha limitato la libertà della sig.ra X impedendole, da un lato, di comunicare, nell'ambito di un'assemblea, le sue opinioni su un progetto internazionale che ha conseguenze significative per l'ambiente naturale e che costituisce quindi un dibattito di interesse generale e, dall'altro, di partecipare a una manifestazione pubblica al fine di esprimere pubblicamente le sue opinioni.  **2) Sul mancato rispetto dell'articolo 11 della CEDU, che tutela la libertà di riunione e di associazione***.*  L'articolo 11 della CEDU stabilisce che:  *"Ogni individuo ha il diritto di partecipare a riunioni pacifiche e di costituire o aderire ad associazioni - compresi i sindacati".*  La guida all'articolo 11 della CEDU afferma che:  *" 3. La protezione delle opinioni e la libertà di esprimerle è uno degli obiettivi della libertà di riunione e di associazione sancita dall'articolo 11 (Partito della Libertà e della Democrazia (ÖZDEP) c. Turchia [GC], 1999, § 37).*  *4. Nonostante il suo ruolo autonomo e la specificità del suo ambito di applicazione, l'articolo 11 deve essere considerato anche alla luce dell'articolo 10, quando lo scopo dell'esercizio della libertà di riunione è l'espressione di opinioni personali (Ezelin c. Francia, 1991, § 37).*  *37) e la necessità di dare pieno spazio al dibattito pubblico e di permettere al dissenso di essere espresso apertamente (Éva Molnár c. Ungheria, 2008, § 42).*  *5. Il legame tra gli articoli 10 e 11 è particolarmente rilevante quando le autorità hanno violato il diritto alla libertà di riunione pacifica in risposta alle opinioni espresse o ai commenti fatti dai partecipanti a una manifestazione o dai membri di un'associazione (Primov e Guida Articolo 11 della Convenzione - Libertà di riunione e di associazione Corte europea dei diritti dell'uomo 7/60 Ultimo aggiornamento: 31.08.2022 altri c. Russia, 2014, § 92; Stankov e l'Organizzazione macedone unita Ilinden c. Bulgaria, 2001, § 85). [...] "*  **Nel caso di specie,**  Il Ministero dell'Interno ha vietato al signor X di entrare nel territorio francese e gli ha negato l'ingresso il 16 giugno 2023 per impedirgli di partecipare al raduno e alla manifestazione organizzati nella regione della Maurienne contro il progetto di collegamento ferroviario ad alta velocità Lione-Torino.  Di conseguenza, vi è stata un'interferenza con l'esercizio del suo diritto alla libertà di riunione garantito dall'articolo 11 della CEDU.  **D) SUL RISARCIMENTO DEL DANNO MORALE**  Pur essendo cittadina dell'Unione europea, il signor X è stato illegittimamente privato della sua libertà fondamentale di andare e venire da una parte del territorio dell'Unione europea, a causa di queste misure di rifiuto d'ingresso e di divieto amministrativo dal territorio francese.  È stato inoltre privato della possibilità di partecipare a dibattiti e a una manifestazione per motivi puramente politici.  Ciò ha comportato necessariamente un danno morale per la ricorrente, anche se avrebbe dovuto beneficiare di uno spazio di libertà senza frontiere interne, all'interno del quale è garantita la libera circolazione delle persone ai sensi del Trattato sull'Unione europea.  La Corte condannerà il Ministero dell'Interno a versare al signor X la somma di 2.000 euro a titolo di risarcimento del danno morale.  **E) SULL'ARTICOLO L.761-1 DEL CODICE DI GIUSTIZIA AMMINISTRATIVA**  L'articolo L.761-1 del Codice di giustizia amministrativa recita:  *"In tutti i procedimenti, il giudice condanna la parte tenuta alle spese o, in mancanza, la parte soccombente, a versare all'altra parte la somma che determina per le spese sostenute e non comprese nelle spese. Il giudice tiene conto della situazione patrimoniale o economica della parte condannata alle spese. Può, anche d'ufficio, per motivi basati sulle stesse considerazioni, dichiarare che non vi sono motivi per tale condanna".*  **Si chiede alla Corte di condannare lo Stato al pagamento della somma di € 2.000 in base****all'articolo L.761-1 del Codice di giustizia amministrativa.**  **PER QUESTI MOTIVI**  *Visti gli articoli 10 e 11 del CESDH,*  *Visti gli articoli del CESEDA,*  *Visti gli articoli L. 211-2 e L.212-1 del Codice delle relazioni tra il pubblico e l'amministrazione,*  *Visto l'articolo 27 della Direttiva 2004/38/CE del Parlamento europeo del 29 aprile 2004,*  Il Tribunale amministrativo di Parigi è invitato a:  - **ANNULLARE** l'ordinanza ministeriale di divieto di ingresso e di soggiorno sul territorio francese emessa nei confronti del sig. - sig.ra X il 15 giugno 2023, notificata il 16 giugno 2023 alle ore 22.50,  - **ORDINARE** la produzione della decisione di rifiuto d'ingresso nel territorio francese presa nei confronti del signor X il 16 giugno 2023,  - **ANNULLARE** il provvedimento di respingimento sul territorio francese, non notificato, di cui è stata destinatario il signor X il 16 giugno 2023,  - **CONDANNARE** il Ministro di versare al signor la somma di 2.000 euro a titolo di risarcimento del danno morale subito,  E di conseguenza:  **- ORDINARE** il Ministro di procedere senza indugio alla cancellazione della voce nel FPR e nel Sistema d'Informazione Schengen.  e nel fascicolo del Sistema d'Informazione Schengen del signor X,  In ogni caso  - **CONDANNARE** il Ministro dell'Interno di versare al signor la somma di € 2.000 in base all'articolo L. 761-1 del Codice di Giustizia Amministrativa.  Parigi, 12/08/2023  Per il signor X  **Elenco dei documenti**  **Produzione n. 1**: ordinanza ministeriale di divieto di ingresso e di soggiorno sul territorio francese, notificata il 16 giugno 2023 alle ore 22:50. |